Burundi : une nouvelle réglementation pour sécuriser la téléphonie mobile

@rib News, 23/09/2011 â€“ Source XinhuaLe gouvernement du Burundi a rÃ©uni jeudi les opÃ©rateurs de tÃ©lÃ©communications pour mettre au point des mesures de sÃ©curitÃ© dans le cadre de la lutte contre des forfaits qui se commettent par les tÃ©lÃ©phones mobiles, difficilement identifiables. "On s'est convenu que d'Ã©normes, il y aura une procÃ©dure d'identification des abonnÃ©s parce que les opÃ©rateurs Ã©conomiques en la matiÃ¨re ont compris qu'ils ne doivent pas se prÃ©occuper uniquement de l'aspect commercial, mais qu'ils doivent aussi se prÃ©occuper de la question de sÃ©curitÃ© parce que sans sÃ©curitÃ©, ils peuvent tout perdre", a dÃ©clarÃ© Ã cette occasion la conseillÃ¨re principale chargÃ©e de la communication Ã premiÃ¨re vice-prÃ©sidence, Mme Catherine Mabobori.

"Pour qu'un nouvel abonnÃ© puisse acquÃ©rir une carte SIM, il doit y avoir un prÃ©alable d'identification. Cela va aider le gouvernement Ã pouvoir identifier les personnes recherchÃ©es pour une raison ou une autre", a-t-elle affirmÃ©. Pour mettre en application cette mesure, les reprÃ©sentants du gouvernement et ceux des sociÃ©tÃ©s de la tÃ©lÃ©phonie mobile se sont convenus de mettre en place une commission technique mixte Ã raison de trois personnes par partie pour qu'elle se mette ensemble et propose une rÃ©glementation en la matiÃ¨re endÃ©ans une semaine. Cette rÃ©glementation sera ensuite adoptÃ©e par le gouvernement et portÃ©e Ã la connaissance du public et de tous les utilisateurs de la tÃ©lÃ©phonie mobile d'une faÃ§on gÃ©nÃ©rale. Un dÃ©lai de cinq mois est accordÃ© aux opÃ©rateurs de la tÃ©lÃ©phonie mobile pour que anciens abonnÃ©s puissent Ãªtre eux aussi identifiÃ©s. Au Burundi, il y a quatre sociÃ©tÃ©s privÃ©es Ã©ouvrant dans ce domaine de la tÃ©lÃ©phonie mobile et une autre, ONAMOB, appartenant Ã l'Office National des TÃ©lÃ©communications.